

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2015

Volume XVI

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

INTRODUCTION

PAR

JEAN-PIERRE COLIN (*) et GRÉGORY CHAUZAL (**)

Cette chronique présente deux articles consacrés à deux pays dans lesquels est intervenue l'armée française ces dernières années : le Mali et la République centrafricaine. Le contexte de chacune de ces opérations, conduites avec l'accord du Conseil de sécurité et de chacun des pays intéressés, est extrêmement différent, l'opération Serval ayant eu pour but de libérer le Mali de la menace et de l'emprise partielle sur son territoire de combattants alliés à Al Qaïda, l'opération Sangaris ayant visé à mettre un terme à la guerre civile qui s'est emparée de la Centrafrique.

Les deux initiatives ont eu des résultats eux-mêmes assez dissemblables. Au Mali, les premières évaluations gouvernementales françaises se sont révélées assez éloignées des réalités sur le terrain, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, ayant d'abord parlé d'une opération de courte durée, limitée en principe à six mois. De fait, les dangers que font peser Al Qaïda et d'autres groupes armés sur toute la région, notamment à partir du sud de la Libye où se sont concentrées les troupes chassées du nord du pays à la suite de la guerre entreprise par la France et le Royaume-Uni en 2011, sont loin d'avoir disparus. De la sorte, même si Serval a montré son efficacité et alors que la création d'un Etat islamiste dans le nord-est du pays a été écartée, le danger djihadiste n'a pas pour autant disparu et s'est en quelque sorte répandu de la Mauritanie au Tchad, la France ayant donné un second souffle à son intervention en créant une nouvelle force susceptible de poursuivre des terroristes à travers tout le Sahel.

En République centrafricaine, le terrorisme sous sa forme islamiste ne semble pas avoir fait son apparition. Le conflit, lié à d'incessantes querelles politiques depuis pratiquement l'indépendance, s'il a certains aspects religieux, ne peut être réduit à cette dimension. La situation a quelque peu évolué, notamment à Bangui, où règne un calme relatif mais où les Musulmans continuent à vivre dans un quartier réservé, le KM5, grâce à l'intervention française, appuyée par l'Eurofor et complétée par les interventions des Nations Unies et de l'Union africaine – lesquelles ont conduit à la création en 2013 de la MISCA, remplacée en 2014 par la

(*) Professeur des Universités en Science politique.

(**) Chercheur associé au laboratoire « Les Afriques dans le monde » de l'Institut d'études politiques de Bordeaux (France).

MINUSCA, qui a vocation à se substituer à la force Sangaris, laquelle a commencé ces derniers jours à se retirer progressivement du pays.

De tels propos rendent mal compte de la situation sur place, où le degré atteint par la violence est stupéfiant : des corps torturés remis à leurs familles qui ne parviennent pas à les reconnaître, des scènes publiques de lynchage d'individus capturés, parfois suivies par de jeunes mères portant leurs enfants dans le dos, quand on n'assiste pas à de véritables scènes de cannibalisme. Cette extraordinaire régression de la conscience humaine a été décrite par le philosophe centrafricain Boris Yacoubou, qui parle de « *solidarité négative* », une mécanique infernale dont la puissance a été décuplée par les images des exactions postées sur les réseaux sociaux par les jeunes. Ces derniers sont nés dans une société de la violence marquée par la suspension de la scolarisation, par les innombrables mutineries et l'amnistie des bourreaux. Le développement psychologique de la jeunesse a été catastrophique, privant les jeunes de toute conscience de la valeur humaine et les livrant à une propagande inédite, celle des ciné-vidéo qui ont proliféré dans les années 1990, Vincent Monbachaka, de l'espace Linga Tere, un groupe d'intellectuels comme il en existe plusieurs à Bangui, précisant : « *Pour presque rien, les gamins se sont shootés aux films ultra violents et au porno pendant des années. Ils tuent, violent et éviscèrent aujourd'hui comme ils l'ont vu dans les films.* »

Qu'il s'agisse du Mali ou de la Centrafrique, on le voit, le problème est avant tout celui d'une bonne gouvernance. Si on ne rétablit pas un minimum d'ordre public, les crises resteront sans issue. C'est précisément l'objet de nos deux articles, qui témoignent d'une connaissance extrêmement précise des réalités. A les lire, on est saisi d'un sentiment paradoxal. Et si, aussi atroces qu'ils soient, ces événements n'étaient pas l'effroyable creuset où se construit l'Etat-nation. Chacun pour soi, des plus anciens au plus récents, à travers tous les continents, tous les Etats-nations ou presque ont connu les atrocités de la guerre civile et celles-ci gardent quelque part leur place dans la conscience collective.

Au Mali, l'enjeu territorial est majeur, du fait des frontières qui semblent isoler quelque peu le Nord-Est. En Centrafrique, certains se demandent aujourd'hui, compte tenu d'une certaine répartition des forces, si on n'irait pas vers une sécession entre le nord-est du pays, refuge des Sélékas en majorité musulmans, et le reste du pays.

De telles perspectives seraient tout à fait négatives. Rétablir l'Etat est la seule façon de sortir de la violence. Explorant les voies qui pourraient conduire à la paix civile, l'historien, spécialiste des violences extrêmes, Jacques Semelin, insiste sur la prise de parole permettant aux victimes de se libérer de leurs souffrances – sans écarter la carte de l'oubli en essayant de mettre entre parenthèses les conflits du passé, bien des actions ayant été conduites dans ce sens, notamment en Afrique du Sud et à condition que la vérité soit d'abord reconnue. Il est même arrivé que la Banque mondiale soutienne certains projets de cette nature, par exemple au Burundi.

Les deux articles permettent de se rendre compte des processus engagés pour reconstruire l'Etat – avec des résultats très nuancés jusqu'à présent. Il est impossible de s'engager dans cette voie sans que des *leaders* politiques n'inspirent confiance à la population. De ce point de vue, la contribution de Virginie Baudais et de Grégory Chauzal montre bien les illusions liées aux deux mandats d'Amadou Toumani Touré (ATT), mais aussi des désillusions consécutives à l'élection présidentielle d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) : le « Kamkelentigo », l'homme de la parole, a déçu dans la voie d'une solution pour le nord du pays. L'article d'Apolline Gagliardi fait quant à lui apparaître la faiblesse de la présidente intérimaire, Catherine Samba-Panza, qui, de toute façon, ne pourra pas se présenter à la prochaine élection présidentielle ; reste à savoir si un *leadership* sera en mesure de s'imposer d'ici là.

On relèvera, pour terminer, une évolution favorable de la Science politique africaine conduite à des analyses extrêmement fouillées de chaque situation, le fruit d'un travail toujours difficile à conduire sur un continent encore mal équipé.

On nous permettra peut-être également de rendre hommage à l'armée française, dont les soldats animés d'un idéal n'ont heureusement plus aucun rapport avec les armées coloniales que l'un d'entre nous a connues dans sa jeunesse. Si leur équipement n'est pas toujours à la hauteur, on n'en regrettera que davantage l'absence de solidarité de la plupart des pays de l'Union européenne dans des conflits qui, sous divers angles, concernent directement l'Europe.